



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre l'évasion fiscale

Question au Gouvernement n° 4362

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

M. le président. La parole est à M. Alain Bruneel.

M. Alain Bruneel. Monsieur le Premier ministre, ils sont des centaines de milliers depuis ce matin à battre le pavé pour défendre les salaires, les emplois, les conditions de travail et d'études. Ce sont les étudiants fantômes, les retraités qui peinent à boucler les fins de mois, les salariés précarisés, les pères et mères de famille inquiets pour l'avenir. Ils sont tous unis dans leur diversité pour réclamer une chose simple : un autre partage des richesses !

C'est la France qui est dans la rue : la France du travail, la France des valeurs humanistes, la France du respect et de la dignité (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR*), la France qui souffre de votre politique au service des plus riches et que vous allez étouffer un peu plus avec votre réforme honteuse de l'assurance chômage. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et SOC.*) Cette France, c'est celle qui constate qu'à part les salaires et les pensions de retraite, tout augmente : gaz, électricité, essence, assurances. Et pendant ce temps, les actionnaires continuent d'engranger des dividendes records ! Les 500 plus grandes fortunes françaises ont gagné 300 milliards depuis un an – une somme qui permettrait de financer vingt ans de déficit des retraites !

Oui, il y a bien une France qui profite : cette France du capital qui bénéficie de toutes vos attentions. Preuve en est : aujourd'hui même, l'Union européenne vient de retirer les Seychelles de sa liste des paradis fiscaux, en accord avec le ministre Bruno Le Maire – et tout cela, en plein scandale des *Pandora papers* ! Pas moins de 11,3 milliards de dollars sont détenus par des sociétés boîtes aux lettres n'existant que sur le papier ! C'est autant d'argent qui manque en France et ailleurs dans le monde pour soigner, pour éduquer, pour alimenter, pour loger, pour les besoins humains essentiels qui s'expriment ! Cette fraude fiscale, c'est un crime contre la nation, c'est un crime contre les peuples.

Quand allez-vous cesser la chasse aux pauvres pour faire en sorte de mettre derrière les barreaux les vrais criminels, ceux qui pratiquent l'évasion fiscale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SOC.* – Mme Mathilde Panot applaudit également.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, *ministre délégué chargé des comptes publics.* S'agissant de la fin de votre question et de l'affaire des *Pandora papers*, j'ai déjà eu l'occasion de dire – et j'y reviendrai – qu'avec Bruno Le Maire, aujourd'hui retenu au Conseil affaires économiques et financières de l'Union européenne à Luxembourg, nous avons donné consigne à la direction générale des finances publiques d'analyser et d'instruire tout élément publié

par la presse : le but est de poursuivre les éventuels contrevenants et de déterminer si, comme cela a été dit, des Français sont concernés par cette fraude visiblement massive à l'échelle internationale.

Vous avez également évoqué les manifestations et les mouvements de grève de ce jour – ce sont, en ce moment même, 4 % des agents du ministère de l'économie qui sont en grève – et souligné vos revendications en matière de pouvoir d'achat.

Je voudrais d'abord vous remercier car votre verbe et vos mots m'ont donné un sentiment d'intemporalité ! Ceci étant dit, vous semblez oublier de rappeler certaines dispositions décidées par l'actuelle majorité et le Gouvernement : après le grand débat national, nous avons acté une augmentation de 90 euros de la prime d'activité ; la diminution de la taxe d'habitation permet aujourd'hui à 80 % des ménages de réaliser une économie de plus de 600 euros par an ; un mécanisme d'exonération de cotisations permet également d'augmenter le salaire de celles et ceux qui travaillent et qui gagnent le moins ; une baisse de l'impôt sur le revenu, à hauteur de 5 milliards d'euros, a été concentrée sur la première et la seconde tranches d'imposition.

M. Jean-Paul Lecoq. Les fins de mois sont toujours difficiles !

M. Olivier Dussopt, ministre délégué. Des minima sociaux ont été revalorisés, comme l'allocation aux adultes handicapés ou encore le minimum vieillesse, qui a été relevé de 100 euros par mois...

M. Jean-Paul Lecoq. Ce n'est pas suffisant !

M. Olivier Dussopt, ministre délégué. Peut-être est-ce insuffisant, mais cela n'avait jamais été fait jusqu'alors. Notre politique en matière de pouvoir d'achat porte ses fruits : sur la durée du quinquennat, l'augmentation de pouvoir d'achat, concentrée sur les ménages les plus modestes, atteindra en moyenne 1,6 % – quatre fois plus que durant le quinquennat précédent et deux fois plus qu'au cours des dix dernières années. Voilà notre bilan. Ce sont 1 400 euros de plus par an, c'est-à-dire un treizième mois, que notre politique aura permis à un salarié célibataire rémunéré au SMIC de gagner. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. André Chassaigne. Tout va très bien, madame la marquise !

Données clés

Auteur : [M. Alain Bruneel](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4362

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 octobre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 octobre 2021](#)